

La recherche publique est sinistrée
Organisons-nous pour sauver la RECHERCHE

**"LES ELECTEURS NOUS SOUTIENNENT,
VOUS AUSSI SOUTENEZ-NOUS !"**

‘Le retour sur investissement des sommes engagées dans la recherche publique est énorme’, a souligné récemment Joseph Stiglitz, professeur à Columbia University (USA), prix Nobel d’Economie 2001. Ce retour sur investissement bénéficie prioritairement aux compagnies et industries travaillant dans les hautes technologies, comme il en existe beaucoup sur les sites de Nice et Sophia Antipolis.

Investir aujourd’hui dans la recherche publique c’est assurer la compétitivité économique de sa région et de son pays.

Après avoir appliqué une politique de diminution des crédits de la recherche publique, **les Etats Unis ont fait totalement volte-face depuis plus de dix ans**. Dans ce cadre, ils ont notamment doublé le budget de la recherche biomédicale. Le constat est facile à faire actuellement, en termes de **compétitivité, d’influence, de réactivité et de reprise économique** dans un contexte international difficile. Ce que nous n’avons pas compris contrairement aux dirigeants des Etats Unis, mais aussi du Japon de la Chine, et plus récemment de l’Inde ou de la Corée, c’est que **la compétition économique de demain se gagne par la recherche fondamentale d’aujourd’hui**.

La plus grande richesse est la connaissance. Y aurait-il des ordinateurs, des téléphones mobiles, des disques compacts, des analgésiques, des antibiotiques, ou de nouveaux traitements contre le cancer sans la recherche fondamentale ? L’industrie automobile aurait-elle pu diminuer par deux la consommation des véhicules sans les travaux de recherche fondamentale en chimie des carburants et des lubrifiants, en physique ou en électronique ?

Il ne s’agit pas seulement de notre économie mais **des choix que nous souhaitons faire pour la France**. Voulons-nous réellement que notre futur dépende de pays concurrents, comme nous dépendons actuellement des compagnies américaines telles que Microsoft pour faire fonctionner tous les ordinateurs de France.

Nos docteurs, titulaires d’un des diplômes les plus prestigieux dans le monde, se voient actuellement signifiés qu’après 8 ans d’études difficiles et plusieurs années de travail dans les meilleurs laboratoires étrangers, **ils valent au mieux 1500 euros mensuels payés sur un CDD de 18 mois**. Est-ce ainsi que notre pays entend **valoriser le travail, le goût de la difficulté, de la connaissance, du risque et de l’effort? Veut-on vraiment que les jeunes ne fassent plus le pari de l’avenir, de l’ambition et de l’intelligence?** C’est malheureusement ce qui est en train de se passer, et les retours que nous avons des lycéens et des étudiants sont alarmants en ce qui concerne la fréquentation des filières scientifiques, notamment dans notre région.

.../...

Il est indéniable que nous subissons de plein fouet **une baisse massive des crédits de nos laboratoires (30%), puisque c'est clairement la politique affichée du gouvernement.** Dans ces conditions, **le seuil critique** en dessous duquel un laboratoire ne peut plus être **compétitif** au niveau international **est dépassé, même pour les meilleurs et les plus prestigieux** d'entre eux. Tous les observateurs internationaux s'accordent à dire que cette politique reproduit les erreurs faites aux USA, il y a 20 ans **et que l'on ne peut raisonnablement imposer au privé la charge supplémentaire de compenser ces baisses. Pourquoi s'enfermer dans cette voie alors que l'on sait qu'elle va mener à l'échec?**

Nous sommes des chercheurs venant d'horizons divers, **tous passionnés par notre métier.** Nous travaillons dans un contexte international hautement compétitif. Nous souhaitons attirer l'attention de nos représentants et de nos élus sur le **décalage** qui existe actuellement entre les choix du gouvernement, la réalité de ce qu'est la recherche publique, et celle des enjeux qui lui sont liés.

Monsieur Raffarin a dit qu'il fallait remettre la France au travail:

Nous le prenons au mot et demandons simplement de pouvoir continuer à travailler.

Nos concitoyens, les électeurs, ont compris l'importance de la recherche pour l'avenir du pays et nous soutiennent au travers de très nombreuses signatures de la pétition citoyenne «**Sauvons la recherche**» sur internet (**plus de 47000 à ce jour**), comme sur papier.

Vous aussi, soutenez notre action en acceptant de signer notre pétition et en défendant nos revendications auprès de notre gouvernement.

<http://recherche-en-danger.apinc.org/>